



PRÉFET  
DU HAUT-RHIN

Sous-Préfecture  
de Mulhouse

## ARRÊTÉ

N° 2014267-0010 du 24 SEP. 2014

**portant approbation du plan de prévention des risques technologiques des sociétés  
DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à VILLAGE-NEUF**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L.515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques ;
- Vu** les articles R-511-9 et R.511-10 du code de l'environnement portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211-1, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;
- Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-95-16 du 05 avril 2006 modifié, portant création du comité local d'information et de concertation des Trois Frontières, sur les périmètres des Plans Particuliers d'Intervention des établissements DSM Nutritional Products (ex Rubis Stockage) à Village-Neuf, BASF (ex CIBA) et Clariant à Huningue ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006316-0020 du 12 novembre 2013 modifié, portant création d'une Commission de Suivi de Site des Trois Frontières concernant les sociétés Rubis Terminal à Village-Neuf, BASF et Clariant à Huningue et DSM Nutritional Products à Village-Neuf ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009-113-14 du 20 avril 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de prévention des risques technologiques autour des sites de DSM Nutritional Products et Rubis Terminal à Village-Neuf ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011-293-8 du 20 octobre 2011 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2009-113-14 du 20 avril 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de prévention des risques technologiques autour des sites de DSM Nutritional Products et Rubis Terminal à Village-Neuf ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 2010-218-10 du 06 août 2010, n° 2011-293-8 du 20 octobre 2011, n° 2012293-0006 du 19 octobre 2012 et n° 2013344-0007 du 10 décembre 2013 portant prorogation du délai d'approbation du Plan de prévention des risques technologiques autour des sites de DSM Nutritional Products et Rubis Terminal à Village-Neuf jusqu'au 31 décembre 2013 inclus ;
- Vu** l'avis favorable sur le projet de PPRT du conseil municipal de la commune de Village-Neuf émis le 30 janvier 2014 dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés et assorti de 2 demandes de modification ;
- Vu** l'avis sur le projet de PPRT réputé favorable du conseil municipal de la commune de Huningue à défaut de réponse dans le délai de deux mois à compter de la saisine dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés ;
- Vu** l'avis sur le projet de PPRT réputé favorable du Communauté de communes des Trois Frontières à défaut de réponse dans le délai de deux mois à compter de la saisine dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés ;
- Vu** l'avis favorable de la société DSM Nutritional Product en date du 14 février 2014 sur le projet de PPRT, émis dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés ;
- Vu** l'avis de la société Rubis Terminal en date du 12 février 2014 sur le projet de PPRT, émis dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés ;
- Vu** l'avis de la Commission de Suivi de Site (CSS) des Trois Frontières en date du 07 février 2014 sur le projet de PPRT, émis dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés ;
- Vu** le bilan de la concertation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014069-0001 du 10 mars 2014 prescrivant une enquête publique du 07 avril 2014 au 09 mai 2014 inclus sur le projet de PPRT autour des sites des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal ;
- Vu** le rapport d'enquête publique et les avis et conclusions du commissaire enquêteur favorables au projet en date du 22 mai 2014 et son complément en date du 25 juin 2014 ;
- Vu** les avis exprimés lors de l'enquête publique du 07 avril 2014 au 09 mai 2014 inclus ;
- Vu** le rapport conjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace et de la direction départementale des territoires du Haut-Rhin du 14 août 2014 ;
- Vu** les pièces du dossier ;

**Considérant** que les sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal comprennent sur le territoire des communes de Village-Neuf et Huningue des installations figurant sur la liste prévue au IV l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les établissements DSM Nutritional Products et Rubis Terminal sont concernés par l'article L.515-15 du code de l'environnement ;

**Considérant** la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux des sites des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal par la fixation de mesures foncières, de contraintes et de règles en matière de construction, d'urbanisme et d'usage par l'instauration d'un plan de prévention des risques technologiques ;

**Considérant** les arguments développés par le commissaire enquêteur dans son avis du 22 mai 2014 complété le 25 juin 2014 et par les services instructeurs dans leur rapport du 06 août 2014 ;

**Considérant** que les mesures définies dans le plan de prévention des risques technologiques résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

Le plan de prévention des risques technologiques des établissements DSM Nutritional Products et Rubis Terminal, annexé au présent arrêté, est approuvé.

### **Article 2 :**

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de Village-Neuf et Huningue dans le délai de 3 mois prévu par ce même code.

### **Article 3 :**

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,
- des documents cartographiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L515-15 et L515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que besoin, pour chaque zone ou secteur :
  - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L515-16 du code de l'environnement,
  - les mesures foncières fixées aux II de l'article L.515-16,
  - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L515-16 du code de l'environnement.
- des recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L515-16 du code de l'environnement.



**Article 4 :**

Les mesures de protection des populations contre les risques encourus, prescrites par le Plan de Prévention des Risques Technologiques, devront être mises en œuvre dans les délais fixés au III du règlement à compter de la date d'effet du présent arrêté.

**Article 5 :**

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4 de l'arrêté du 20 avril 2009.

Il devra être affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairies de Village-Neuf et de Huningue ainsi qu'au siège de la communauté de communes « des Trois Frontières » pour y être porté à la connaissance du public. Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans deux journaux diffusés dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Un exemplaire du plan approuvé est tenu à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public, à la préfecture du Haut-Rhin, en mairie de Village-Neuf et de Huningue ainsi qu'au siège de la communauté de communes « des Trois Frontières ». Un exemplaire est également consultable via le site internet de la DREAL Alsace: [www.alsace.developpement-durable.gouv.fr](http://www.alsace.developpement-durable.gouv.fr).

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin,
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix — BP 51 038 — 67070 STRASBOURG CEDEX) soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique) dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

**Article 7 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Directeur Départemental des Territoires (DDT), les maires des communes de Village-Neuf et de Huningue, le Président de la communauté de communes « des Trois Frontières » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 24 SEP. 2014

Le Préfet du Haut-Rhin



Pascal LELARGE



PRÉFET  
DU HAUT-RHIN

Sous-préfecture  
de Mulhouse

## ARRÊTÉ

du 22 Janvier 2016 - 006 - PR

### prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-neuf

#### LE PREFET

Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L.515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques ;
- Vu** en particulier l'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement encadrant la procédure simplifiée de modification d'un PPRT ;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211-1, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005,
- Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013 316-0020 du 12 novembre 2013 modifié, portant création d'une Commission de Suivi de Site des Trois Frontières concernant les sociétés Rubis Terminal à Village-Neuf, BASF à Huningue et DSM Nutritional Products à Village-Neuf ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux du 2 avril 1993 modifié et du 10 avril 1997 autorisant l'exploitation des installations de l'établissement DSM Nutritional Products France ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005 autorisant la poursuite d'exploitation des installations de Village-Neuf par Rubis Terminal (anciennement Propetrol) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014267-0010 du 24 septembre 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-neuf,

- Vu** les compléments d'étude des dangers fournis par la société DSM Nutritional Products en décembre 2014, complétés en mars et juin 2015 ;
- Vu** la décision du 7 janvier 2016 du préfet du haut-Rhin relative à un projet d'examen au cas par cas en application de l'article R122-17 du code de l'environnement ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 7 août 2015 ;
- Vu** le rapport des services instructeurs du 21 janvier 2016 proposant la modification du PPRT ;

**Considérant** que les sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal comprennent sur le territoire des communes de Village-Neuf et Huningue des installations figurant sur la liste prévue au IV l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les établissements DSM Nutritional Products et Rubis Terminal sont concernés par l'article L.515-15 du code de l'environnement ;

**Considérant** que, suite aux compléments de l'étude de dangers, les modifications apportées aux installations exploitées par la société DSM Nutritional Products à Village-Neuf, permettent la modification à la baisse des mesures du PPRT sus-visé et que, de ce fait, entrent dans le cadre de la possibilité de procédure simplifiée (modification) prévue à l'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Périmètre d'étude**

Est prescrite, conformément aux articles L.515-15 à L.515-25 du code de l'environnement, la modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) générés par les établissements DSM Nutritional Products et Rubis Terminal sur les communes de Village-Neuf et de Huningue. Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

### **Article 2 : Nature des risques pris en compte**

La modification porte sur l'intégration de la réduction des risques générés par les effets toxiques, les effets de surpression et les effets thermiques en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de la société DSM Nutritional Products.

### **Article 3 : Services instructeurs**

La DREAL Alsace Champagne Ardenne Lorraine et la DDT du Haut-Rhin sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de la modification du plan de prévention des risques technologiques.

### **Article 4 : Concertation**

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration de la modification du PPRT selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescription, projet de règlement, cartographie) du projet de modification du PPRT sont consultables sur le site Internet <http://www.pprt-alsace.com>.
- les observations du public seront recueillies par courrier électronique sur ce même site Internet.

Après sa phase d'élaboration, le projet de modification du PPRT sera mis à disposition du public par voie électronique sur le site Internet cité précédemment et sur le site Internet de la préfecture du Haut-Rhin : [www.haut-rhin.gouv.fr](http://www.haut-rhin.gouv.fr), dans les conditions de l'article L. 120-1-I-II du Code de l'environnement.

#### **Article 5 : Évaluation environnementale**

Par décision du 7 janvier 2016, le projet de plan de prévention n'est pas soumis à évaluation environnementale.

#### **Article 6 : Publicité et notification**

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes concernés. Il sera affiché pendant un mois en mairie de Village-Neuf et de Huningue et au siège de la communauté d'agglomération des Trois Frontières. Mention de cet affichage sera insérée dans la presse locale. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut- Rhin.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ou hiérarchique auprès du Ministre en charge de la prévention des risques. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

#### **Article 9 : Exécution du présent arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mulhouse, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace Champagne Ardenne Lorraine (DREAL), le Directeur Départemental des Territoires (DDT) du Haut-Rhin, les maires des communes de Village-Neuf et Huningue, le président de la communauté d'agglomération des Trois frontières sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 22 JAN. 2016  
Le Préfet

Pascal LELARGE



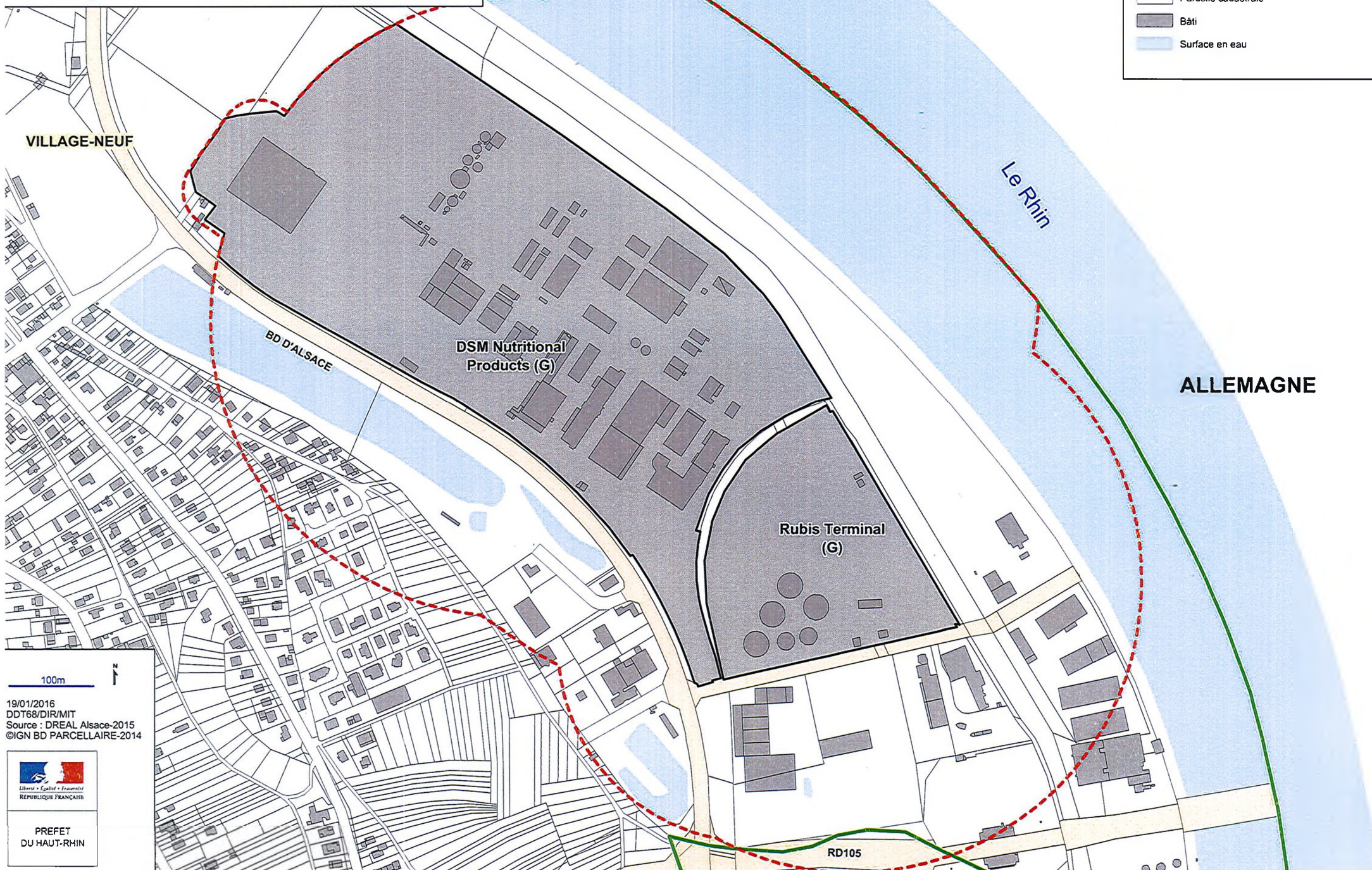
Annexe 1 : plan du périmètre d'étude

Annexe 2 : décision du 7 janvier 2016, relative à l'évaluation environnementale.



Communes de VILLAGE-NEUF et HUNINGUE  
Etablissements DSM Nutritional Products et Rubis Terminal  
**Plan de Prévention des Risques Technologiques**  
Annexe 1  
**Plan du périmètre d'étude de la modification du PPRT**

- Périmètre d'étude :
- Limite du périmètre d'étude
- Eléments de repérage :
- Limite communale
  - Parcelle cadastrale
  - Bâti
  - Surface en eau



19/01/2016  
DDT68/DIR/MIT  
Source : DREAL Alsace-2015  
©IGN BD PARCELLAIRE-2014



PREFET  
DU HAUT-RHIN





PREFET DU HAUT-RHIN

**Décision**  
**relative à un plan relevant d'un examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-17 du code de l'environnement**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4, R122-17 et R122-18 ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas n° 2015-669 (y compris ses annexes), présentée le 26 novembre 2015 par la préfecture du Haut-Rhin, relative à un projet de modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) des sociétés DSM NUTRITIONAL PRODUCTS FRANCE et RUBIS TERMINAL dans les communes de Village-Neuf et de Huningue ;

**VU** l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 16 décembre 2015 ;

**CONSIDERANT** la nature du PPRT des sociétés DSM NUTRITIONAL PRODUCTS FRANCE et RUBIS TERMINAL, qui consiste à prévenir les risques et à protéger la population située dans le périmètre susceptible d'être impacté par des phénomènes dangereux liés à la présence de réservoirs d'hydrocarbures et de stockage de produits chimiques de haute toxicité ;

**CONSIDERANT** que la modification du PPRT vise à réduire le risque à la source en construisant un bâtiment de confinement, dans le site industriel de DSM, afin de réduire le risque de perte de confinement à l'air libre de fûts de produits chimiques toxiques lors du déchargement des camions ;

**CONSIDERANT** que la modification vise à réduire les zones de risques létaux, et à supprimer les actuelles zones de délaissement prévues dans le PPRT en cours ;

**CONSIDERANT** qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet de modification du PPRT n'est pas susceptible d'entraîner d'impacts notables sur la sécurité et la santé des personnes, et l'environnement.

**SUR** proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ;

## DECIDE

### ARTICLE 1er :

En application de la sous-section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de modification du PPRT des sociétés DSM NUTRITIONAL PRODUCTS FRANCE et RUBIS TERMINAL dans les communes de Village-Neuf et de Huningue **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### ARTICLE 2 :

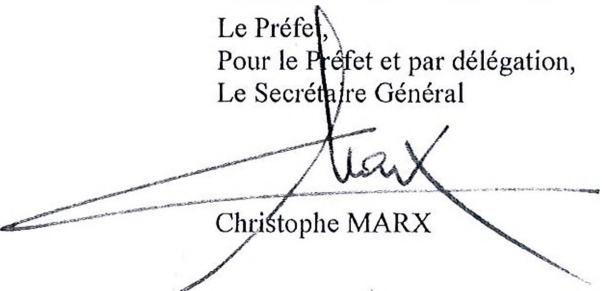
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-17 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le plan peut être soumis.

### ARTICLE 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Colmar, le 07 JAN. 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Christophe MARX

Voies et délais de recours
----------------------------

1) Un recours administratif préalable est **obligatoire** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de **deux mois** suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le **recours administratif** doit être adressé à  
Monsieur le préfet du Haut-Rhin  
Préfecture  
7 Rue Bruat  
68000 Colmar

2) Le **recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le **recours contentieux** doit être adressé au :  
Tribunal administratif de STRASBOURG  
31 avenue de la Paix  
67000 STRASBOURG



PREFECTURE  
SECRETARIAT GENERAL  
Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques  
et des Installations Classées

## ARRÊTÉ

N° 2014267-0011 du 24 SEP. 2014  
prescrivant la mise en œuvre de mesures supplémentaires au titre  
de l'article L515-16 du code de l'environnement  
à la société RUBIS-TERMINAL à VILLAGE-NEUF

Le PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement,
- VU l'article L 515-16 du code de l'environnement,
- VU l'article R 515-45 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentent dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU la circulaire du 10 mai 2000 relative à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentent dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- VU la circulaire du 10/05/10 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014267-0010 du 24 SEP. 2014 approuvant le PPRT des sociétés DSM et RUBIS TERMINAL,
- VU la convention de financement du 30 avril 2013 des mesures supplémentaires,
- VU le complément à l'étude de dangers de juin 2013 concernant la mise en œuvre des mesures supplémentaires,
- VU les échanges avec RUBIS TERMINAL au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis par l'Inspection des Installations Classées le 23 juin 2014,

**VU** le rapport du 14 août 2014 des services instructeurs,

**CONSIDERANT** les éléments apportés en juin 2013 par la société RUBIS TERMINAL à son étude des dangers, relatif à l'impact de la mise en œuvre de nouvelles mesures de réduction du risque,

**CONSIDERANT** que ces mesures concourent à la diminution significative des zones de mesures foncières du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site, s'élevant initialement à 20,3 millions d'euros,

**CONSIDERANT** que le montant des mesures foncières potentielles après mise en œuvre de ces mesures de réduction du risque s'élève à 7,4 millions d'euros.

**CONSIDERANT** que le montant de ces mesures est évalué à 5,8 millions d'euros et que leur mise en œuvre permet une économie générale du coût du PPRT,

**CONSIDERANT** que par conséquent elles ont pu être considérées comme mesures supplémentaires au sens de l'article L515-16 du code de l'environnement,

**CONSIDERANT** que les mesures supplémentaires doivent être mises en place dans un délai maximal de 5 ans conformément à la convention de financement, le présent arrêté fixe les dates limites de mise en place ,

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Exploitant**

La société RUBIS-TERMINAL, dont le siège social est 33, avenue de Wagram PARIS 75017 et implantée 3, rue du Rhône à VILLAGE-NEUF doit respecter les prescriptions du présent arrêté, pour l'aménagement et l'exploitation des installations et activités classées de son site de Village-Neuf, dans les délais précisés aux articles ci-dessous.

### **Article 2 – Réorganisation du dépôt**

L'exploitant met en œuvre les mesures supplémentaires visant au déplacement des capacités de stockage de liquides inflammables de catégorie B sur le dépôt constitué des projets suivants :

- mise en place d'écrans flottants internes pour les bacs 622 et 623 de la cuvette 2 de 4 000 m<sup>3</sup> chacun, qui sont affectés exclusivement au stockage de liquides inflammables de catégorie B ;
- construction de 2 nouveaux réservoirs de 5 000 m<sup>3</sup> en « double-enveloppe » au centre du dépôt pour y stocker des liquides inflammables de catégorie B.

L'aménagement et l'implantation des 2 nouveaux réservoirs sus-cités sont réalisés conformément aux plans et compléments d'étude de dangers visés dans le présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre ces mesures supplémentaires dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 -Modification**

Toute modification apportée au projet de réorganisation du dépôt est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Quelle que soit la modification apportée au projet de réorganisation celle-ci n'engendre pas de modification des pièces réglementaires du PPRT, sauf à ce que ce soit dans le sens d'une diminution des contraintes.

### **Article 4 – Interdiction de stockage**

Dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, le stockage de liquides inflammables de catégorie B dans la cuvette 1 est interdit.

### **Article 5 – Limitation des capacités de stockage**

Dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, le stockage de liquides inflammables dans le réservoir 615 de 10000 m3 est interdit.

### **Article 6 – Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers, un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions est déposée à la mairie de Village-neuf et mise à disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de Village-Neuf pendant une durée minimum d'un mois et affiché dans l'installation, en permanence et de façon visible, par les soins de l'exploitant.

### **Article 7 Sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

### **Article 8 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ( D.R.E.A.L) chargé de l'Inspection des Installations Classées et le Maire de Village-Neuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à la société Rubis-Terminal à Village-Neuf.

Fait à Colmar, le 24 SEP. 2014

Le Préfet du Haut-Rhin



Pascal LELARGE

### **Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG:

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de un an à compter de sa publication ou de son affichage



Sous-préfecture  
de Mulhouse

## ARRÊTÉ

du 22 janvier 2016 - 005-PR

**portant suspension partielle de l'application des mesures prévues par le  
plan de prévention des risques technologiques des sociétés  
DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-neuf**

### LE PREFET

**Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L.515-25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques et en particulier l'article L.515-22-1.-IV;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014267-0010 du 24 septembre 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis terminal situées à Village-neuf ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2016 prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-neuf ;
- Vu** les compléments d'étude des dangers fournis par la société DSM Nutritional Products en décembre 2014, complétés en mars et juin 2015 ;
- Vu** le rapport des services instructeurs en date du 19 janvier 2016 ;

**Considérant** que, suite aux compléments de l'étude de dangers, les biens correspondant aux secteurs répertoriés De3, De4 et De5 sur le plan de zonage réglementaire du PPRT approuvé ne sont plus en zone d'aléa TF+ à F et qu'en conséquence ces secteurs De3, De4 et De5 prévus en tant que secteurs de délaissement à l'article III.1.2 du PPRT sont susceptibles d'être rayés de la liste des secteurs définis comme devant faire l'objet d'instauration du droit de délaissement après l'approbation de la modification du PPRT ;

**Considérant** que, suite aux compléments de l'étude de dangers, la zone r sera réduite et qu'en conséquence les biens figurant dans la partie de la zone appelée à changer sont susceptibles de ne pas faire l'objet des mesures de protection relatives à l'aménagement prescrites à l'article IV.1.3. du règlement du PPRT ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général ;

## ARRÊTÉ

### Article 1 : Mesures conservatoires

A titre conservatoire et conformément à l'article L. 515-22-1.-IV du code de l'environnement, est suspendue, pendant la modification du plan de prévention des risques, l'application :

- des mesures d'inscription en zone de délaissement potentiel des biens dénommés De3, De4 et De5 prévues à l'article III.1.2 du règlement du PPRT ;
- pour la zone précisée sur la carte en annexe, des mesures de protection relatives à l'aménagement prescrites à l'article IV.1.3. du règlement du PPRT

## **Article 2 : Publicité et notification**

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes concernés. Il sera affiché pendant un mois en mairies de Village-Neuf et de Huningue et au siège de la communauté d'agglomération des Trois Frontières. Mention de cet affichage sera insérée dans la presse locale. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut- Rhin.

## **Article 3 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ou hiérarchique auprès du Ministre en charge de la prévention des risques. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

## **Article 4 : Exécution du présent arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mulhouse, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace Champagne-Ardenne Lorraine (DREAL), le Directeur Départemental des Territoires (DDT) du Haut-Rhin et les maires des communes de Village-Neuf et de Huningue, le président de la communauté d'agglomération des Trois frontières, sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le  
Le Préfet

22 JAN. 2016



Pascal LELARGE

annexe : plan des mesures suspendues



**Plan de Prévention des Risques Technologiques**  
**Zonage des mesures suspendues suite à la prescription**  
**d'une modification du PPRT**

Carte C

VILLAGE-NEUF

Le Rhin

ALLEMAGNE

- Zonage des mesures suspendues :**
- Zone de prescription (r)
  - Zone de délaissement (De)
- Éléments de repérage :**
- Périmètre d'exposition aux risques
  - Limite communale
  - Parcelle cadastrale
  - Bâti
  - Surface en eau
- Zonage du PPRT :**
- Zone grisée (G) - Entreprises sources
  - Zone d'interdiction stricte (R)
  - Zone d'interdiction (r)
  - Zone d'autorisation sous conditions (B)
  - Zone d'autorisation (b)
  - Zone de délaissement possible (De)
  - Zone de recommandations (v)

DSM Nutritional  
Products (G)

Rubis Terminal  
(G)

Carte A

Carte B

100m



19/01/2016  
DDT68/DIR/MIT  
Source : DREAL Alsace-2015  
©IGN BD PARCELLAIRE-2014



PRÉFET  
DU HAUT-RHIN